



ACTUALITES EN BREF DU MARDI

- Avant d'aller à Tchernobyl, Ban Ki-moon appelle à renforcer la sûreté nucléaire
- Sahara occidental : l'ONU préoccupée par la détérioration de la sécurité
- Algérie : un expert de l'ONU juge essentiel de garantir la liberté d'expression
- Le PAM se félicite du succès de sa campagne WeFeedback
- Gaza : l'UNESCO condamne le meurtre du journaliste italien Vittorio Arrigoni
- L'ONU ouvre un couloir humanitaire vers l'ouest de la Libye
- Côte d'Ivoire : une équipe de l'OMS dans l'Ouest pour évaluer les besoins
- Népal : l'ONU appelle à la création de commissions justice et réconciliation

Avant d'aller à Tchernobyl, Ban Ki-moon appelle à renforcer la sûreté nucléaire



La centrale nucléaire de Tchernobyl.

19 avril - A la veille d'une visite sur le site de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a proposé cinq mesures pour renforcer la sûreté nucléaire à travers le monde, lors d'un Sommet sur l'usage sûr et innovant de l'énergie nucléaire mardi à Kiev.

« Il y a 25 ans, l'explosion à Tchernobyl a projeté un nuage radioactif au-dessus de l'Europe et une ombre à travers le monde. Actuellement, la tragédie à la centrale nucléaire japonaise de Fukushima Daiichi se poursuit », a rappelé Ban Ki-moon dans un discours. « C'est le moment d'ouvrir une réflexion sur cette question : comment garantissons-nous un usage

pacifique de l'énergie nucléaire et une sûreté maximale ? »

« Nous devons repenser au niveau global cette question fondamentale », a-t-il ajouté. « Parce que les conséquences sont catastrophiques, la sûreté est d'une importance capitale. Parce que les conséquences sont transnationales, elles doivent être débattues au niveau mondial. »

Le Secrétaire général a proposé cinq mesures concrètes pour renforcer la sûreté nucléaire à l'avenir.

D'abord, il considère qu'il est temps d'effectuer une revue complète des critères actuels de sûreté nucléaire, à la fois aux niveaux national et international.

« J'exhorte les Etats à adopter des mesures appropriées pour mettre en œuvre les critères de sûreté les plus élevés possibles, a-t-il dit, citant notamment la formation du personnel, un système d'assurance-qualité fiable, un système de surveillance indépendant et aussi davantage de transparence.

Ensuite, Ban Ki-moon estime qu'il faut renforcer le soutien apporté à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur la question de la sûreté nucléaire. « Il est temps de renforcer la capacité de l'AIEA en matière de développement et de mise en œuvre des critères les plus élevés de sûreté nucléaire », a-t-il dit, ajoutant que la Conférence ministérielle de l'AIEA



sur la sûreté nucléaire prévue en juin à Vienne servira d'important forum à cet égard.

Troisièmement, le Secrétaire général de l'ONU juge qu'il faut s'intéresser de plus près à la question des catastrophes naturelles et de la sûreté nucléaire. « Les centrales nucléaires doivent être prêtes à supporter aussi bien des tremblements de terre que des tsunamis, des incendies et des inondations », a-t-il dit.

Quatrièmement, il estime qu'il faut à nouveau analyser le rapport coût-bénéfice de l'énergie nucléaire, rappelant que le droit à l'usage pacifique de l'énergie nucléaire est inscrit dans le Traité sur la non-prolifération nucléaire.

« L'énergie nucléaire devrait continuer à être une ressource importante pour de nombreux pays », a-t-il souligné. « Mais elle doit être sûre de manière crédible et globale. » Pour cette raison, il va lancer une étude au sein du système des Nations Unies sur les implications de l'accident de Fukushima.

Enfin, le Secrétaire général de l'ONU estime qu'il faut établir un lien plus fort entre sûreté nucléaire et sécurité nucléaire. « Bien que la sûreté nucléaire et la sécurité nucléaire sont deux sujets distincts, doper l'un peut renforcer l'autre », a-t-il dit.

Sahara occidental : l'ONU préoccupée par la détérioration de la sécurité



Un officier de la MINURSO discute avec un groupe de Sahraouis.

19 avril - Dans un rapport publié mardi, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, se déclare préoccupé par la détérioration de la sécurité dans le Sahara occidental, qui résulte de l'absence d'accord de paix entre le Maroc et le Front Polisario et du maintien du statu quo qui dure depuis 20 ans dans le territoire.

« Je déplore les pertes en vies humaines et la destruction de biens occasionnels par les actes de violence qui se sont produits à Gdim Izik et à Laayoune le 8 novembre, et j'engage toutes les parties à s'abstenir à l'avenir de recourir à la violence », écrit Ban Ki-moon dans ce rapport transmis au Conseil de sécurité et qui décrit la situation sur le terrain et l'état et l'évolution des négociations au cours de l'année passée.

Selon lui, après quatre années et 10 séries de réunions entre les parties, le processus de négociation « reste dans l'impasse ». « Aucune des parties n'a accepté la proposition de l'autre en tant que seule base de négociation et aucune n'a pris à ce jour des mesures qui indiqueraient qu'elle est disposée à avancer sur la voie d'un compromis acceptable », note-t-il.

Le Secrétaire général estime toutefois que les circonstances actuelles pourraient laisser entrevoir un moyen d'avancer. « En cette période de manifestations et de contestation dans toute la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, les sentiments de la population du Sahara occidental, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire, au sujet du statut final de ce dernier, sont plus que jamais au coeur même de la recherche d'un règlement juste et durable. Mais ces sentiments demeurent inconnus », écrit-il.

« Ce qui est clair, c'est que si l'on aboutit à un statut final au sujet duquel la population n'a pas exprimé ses vues clairement et de manière convaincante, on risque de créer de nouvelles tensions au Sahara occidental et dans la région », ajoute-t-il.

Aussi, suggère-t-il au Conseil de sécurité de recommander trois initiatives aux parties :

Premièrement, trouver un moyen de faire participer des membres respectés d'un large groupe représentatif de la population du Sahara occidental à l'intérieur et à l'extérieur du territoire, de manière officielle ou officieuse, à l'examen des questions liées au statut final et à l'exercice de l'autodétermination et aux débats sur ces questions.

Deuxièmement, approfondir encore l'examen de leurs propositions respectives et, en particulier, chercher un terrain d'entente sur le principal point de convergence de leurs deux propositions : la nécessité d'obtenir pour tout accord l'approbation de la population.

Troisièmement, consacrer des efforts supplémentaires à l'identification et à l'examen d'une vaste gamme de questions de gouvernance en vue de répondre aux besoins de la population du Sahara occidental.

Selon le Secrétaire général, la prise en compte des questions relatives aux droits de l'homme est également importante pour le règlement du conflit dans son ensemble. Il prend note des initiatives récentes du Maroc, qui englobent les institutions nationales, de même que l'idée d'exploiter plus pleinement les possibilités offertes par les mécanismes du Conseil des droits de l'homme. Il se félicite de l'engagement pris par le Maroc d'assurer un accès sans condition et sans obstacle à tous les titulaires de mandats relevant des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme.

« J'attends maintenant que les mécanismes du Haut commissariat pour les réfugiés s'engagent de leur côté à examiner de façon indépendante, impartiale et soutenue les allégations faisant état de violations des droits universels du peuple du Sahara occidental dans le territoire et dans les camps avant la présentation de mon prochain rapport », écrit-il.

Par ailleurs, il se félicite que les visites familiales aient repris et que les parties se soient engagées à avancer sur la question des voyages par la route et qu'elles se soient entendues pour reprendre les séminaires. Il appelle les deux parties à s'abstenir d'exploiter ce programme humanitaire à des fins politiques.

En 2011, alors que l'ONU marque le vingtième anniversaire de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), les circonstances locales ont changé spectaculairement au cours de ces 20 années, non seulement quant au nombre et à la composition de la population mais aussi quant au niveau de l'activité économique et des infrastructures, avec des différences très marquées entre les territoires à l'ouest et à l'est du mur de sable.

Dans ces conditions, le rôle et les activités de la MINURSO définis par le Conseil de sécurité au moment de sa création puis par les résolutions ultérieures, se heurtent à des obstacles de plus en plus difficiles à surmonter, tant dans le domaine opérationnel que dans celui des relations avec les parties.

Le Secrétaire général estime qu'en tant qu'unique présence des Nations Unies dans le territoire, hormis un petit bureau du HCR chargé d'apporter un appui à l'exécution du programme de mesures de confiance, et aussi en tant que garante de la stabilité du cessez-le-feu, la présence de la MINURSO a toujours un sens.

« Je demande au Conseil de sécurité de m'épauler en réaffirmant le rôle de la Mission et en veillant à ce que les conditions minimales de son bon fonctionnement soient remplies, et je demande leur coopération aux deux parties, le Maroc et le Front Polisario. Cela étant posé, et compte tenu de l'action menée sans relâche par mon Envoyé spécial, je recommande au Conseil de proroger de 12 mois, jusqu'au 30 avril 2012, le mandat de la MINURSO », conclut-il.

Mardi, le Conseil de sécurité a eu des consultations à huis-clos sur le Sahara occidental. Les membres du Conseil ont entendu des exposés de l'Envoyé personnel du Secrétaire général, Christopher Ross, et du chef de la MINURSO, Hany Abdel-Aziz.

Algérie : un expert de l'ONU juge essentiel de garantir la liberté d'expression



Le Rapporteur spécial Frank La Rue

19 avril - L'Algérie a fait beaucoup de progrès depuis les années 1990, durant lesquelles 100 journalistes ont été tués, et si aujourd'hui les journalistes ne craignent plus pour leurs vies lorsqu'ils font leur travail, ils font néanmoins « face à un certain nombre de défis et d'intimidations juridiques qui entravent leur important travail », a déclaré le Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression, Frank La Rue, à l'issue d'une visite effectuée dans le pays du 10 au 17 avril.

« Cette visite a été très opportune vu la demande croissante de la population pour plus d'ouverture et pour une pleine garantie de leur droit à la liberté d'expression, ainsi que le désir exprimé par le gouvernement de lancer un nouveau processus de changement politique, y compris des réformes constitutionnelles », a-t-il ajouté.

Par le passé, plusieurs journalistes, en particulier ceux qui se sont concentrés sur la corruption, ont été accusés de diffamation et condamnés à des peines de prison, bien que dans la plupart des cas, la peine n'ait pas été exécutée.

« Cela constitue clairement une intimidation de la presse, ce qui a un effet dissuasif sur le droit à la liberté d'expression en générant une attitude d'autocensure parmi les journalistes » a dit le Rapporteur spécial, qui a également demandé au gouvernement de décriminaliser la diffamation en priorité. « La diffamation ne devrait jamais être utilisée pour étouffer les critiques des institutions et politiques de l'Etat », a-t-il ajouté. « A ce propos, je salue vivement l'annonce du Président sur la décriminalisation des délits de presse ».

Il a également salué la récente levée de l'état d'urgence, qui était en place depuis 1992. « Il s'agit certainement d'un geste positif. Cependant, je mets en garde contre le fait que le cadre légal existant est toujours restrictif en ce qui concerne le droit à la liberté de réunion pacifique et le droit à la liberté d'opinion et d'expression », a dit le Rapport spécial.

Tout en notant que la presse écrite s'est ouverte depuis le début des années 1990, l'expert a souligné que les secteurs de la télévision et de la radio sont toujours sous le contrôle du gouvernement. Il a également pris note de rapports selon lesquels les chaînes de télévision et de radio nationales n'ont pas couvert les récentes protestations dans le pays de manière juste et équilibrée, et ne donnent pas suffisamment accès aux partis d'opposition et aux ONG critiques.

Le Rapporteur spécial a salué le travail du ministère des postes et de technologies de l'information et de la communication pour donner un accès accru à l'Internet à 8 millions d'utilisateurs via les bibliothèques et les centres internet publics. Toutefois, il a noté que Facebook est devenu inaccessible pour une courte période durant les récents événements dans les pays voisins.

« Je voudrais réitérer l'importance de garantir pleinement le droit de tous les individus à la liberté d'opinion et d'expression et à l'accès à l'information qui sont essentiels dans une société véritablement démocratique », a dit Frank La Rue.

« La logique du passé ne peut plus être utilisée pour ignorer les attentes des jeunes et pour limiter leurs libertés. Des personnes de tous horizons, en particulier les jeunes, revendiquent maintenant leurs droits, y compris le droit à la liberté d'opinion et d'expression, le droit à la liberté de réunion et les droits économiques, sociaux et culturels de base tels que des opportunités professionnelles. Le gouvernement devrait écouter de telles voix », a-t-il conclu.

Le PAM se félicite du succès de sa campagne WeFeedback



La hausse des prix alimentaires frappe les plus pauvres.

19 avril - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) s'est félicité mardi du succès de sa campagne [WeFeedback](#) qui permet aux internautes de mobiliser leurs réseaux en ligne et d'exploiter la force des médias sociaux afin de récolter les fonds nécessaires pour nourrir des dizaines de milliers d'enfants sous-alimentés à travers le monde.

« WeFeedback permet aux internautes de partager leurs plats préférés et de mobiliser leurs réseaux sociaux. Les internautes ont ainsi la possibilité de transformer un article aussi anodin qu'une tasse de café ou un sandwich en don d'argent, avec pour objectif de changer la vie des enfants qui souffrent de la faim », explique la Directrice de la communication, des politiques publiques et des partenariats privés au PAM, Nancy Roman.

WeFeedback invite les internautes à s'engager par le biais d'un "Calculateur Feedback", qui permet de calculer le nombre d'enfants qu'ils pourraient nourrir s'ils décidaient de partager leur plat préféré, que ce soit des sushis, des macarons ou encore un steak frites. En exploitant leurs réseaux sociaux, les membres de WeFeedback peuvent également suivre, en temps réel, le nombre d'enfants nourris par leur communauté en ligne, et connaître les plats les plus appréciés dans les différentes régions du monde.

« Depuis son lancement, WeFeedback nous a ainsi appris que c'est aux Etats-Unis que les sushis se partagent le plus. On sait également que ce sont, non pas les Italiens, qui partagent le plus de pizzas, mais les Monténégrins. À ce jour, en tête du palmarès des plats les plus partagés, on trouve, parmi d'autres mets, le traditionnel gâteau d'anniversaire. Les membres du

réseau aiment aussi partager des verres de vin, des cappuccinos, des crêpes ou encore des burritos mexicains », souligne le PAM.

L'agence onusienne a également le soutien de plusieurs célébrités qui n'ont pas hésité à créer leur page WeFeedback. Christina Aguilera, chanteuse américaine et lauréate d'un prix Grammy, et le Canadien George Stroumboulopoulos, personnalité télé et récemment nommé Ambassadeur du PAM contre la faim pour le Canada, sont actuellement les plus grands donateurs en Amérique du Nord.

L'actrice américaine Drew Barrymore et le footballeur brésilien Kakà - qui a partagé son plat préféré à base de riz et de haricots- utilisent, eux aussi, le calculateur Feedback et ont invité leurs fans à rejoindre leur communauté WeFeedback. Ces quatre personnalités sont toutes Ambassadeurs du PAM contre la faim.

Le PAM entend promouvoir WeFeedback, développé en collaboration avec Duffy Agency, comme une initiative de levée de fonds qui s'inscrit dans la durée. Objectif : soutenir les programmes de repas scolaires du PAM qui permettent aux écoliers des pays pauvres de recevoir des repas chauds quotidiens ou des rations à emporter. Ces repas scolaires sont un moyen efficace de fournir aux enfants un accès à la nutrition dont ils ont besoin pour leur développement intellectuel et physique, et leur permettre de mieux se concentrer sur leurs études.

Tout juste quelques semaines après son lancement, WeFeedback a déjà récolté assez d'argent pour nourrir plus de 100.000 enfants. « Alors que la popularité de WeFeedback ne cesse de croître, nous avons l'opportunité bien réelle de fournir à des millions d'enfants les aliments et apports nutritifs dont ils ont besoin pour leur développement physique et intellectuel, » a souligné Mme.Roman.

A ce jour, WeFeedback se décline en quatre langues- anglais, français, espagnol et italien. Parmi les partenaires du secteur privé qui se sont déjà engagés à soutenir l'initiative WeFeedback on trouve : Microsoft, Paypal, The Duffy Agency et Foodspotting. Le PAM compte également TNT France, Alloresto.fr, Cybershop, la France à Domicile, 42 stores et Lacroute & Buffet parmi ses partenaires en France.

Gaza : l'UNESCO condamne le meurtre du journaliste italien Vittorio Arrigoni



La Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova.

19 avril - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a condamné mardi le meurtre de Vittorio Arrigoni, journaliste et militant de la paix italien dont le corps a été retrouvé dans la bande de Gaza le 15 avril, au lendemain de son enlèvement.

« Je condamne le meurtre incompréhensible et gratuit de Vittorio Arrigoni », a déclaré la Directrice générale. « C'était un journaliste courageux qui avait choisi de rester et de couvrir les événements dans une région agitée. Il était également très engagé en faveur de la paix et, à travers ses écrits, appelaient régulièrement toutes les parties à "rester humaines"».

« J'appelle aussi les autorités palestiniennes de Gaza à mener une enquête approfondie et à traduire les meurtriers de Vittorio Arrigoni en justice afin de signifier clairement que de tels crimes ne peuvent être tolérés », a-t-elle ajouté.

Vittorio Arrigoni, 36 ans, couvrait les actualités palestiniennes pour le journal italien Il Manifesto ainsi que pour le site d'information Peace Reporter. Il travaillait également pour International Solidarity Movement, une organisation pro-palestinienne.

D'après des informations citées par l'Institut international de la presse, le journaliste a été kidnappé le 14 avril par un groupe qui a posté une vidéo sur YouTube menaçant de tuer le journaliste si un certain nombre de prisonniers politiques n'étaient pas libérés.

Les autorités de Gaza ont annoncé que le corps de Vittorio Arrigoni avait été retrouvé dans une maison inoccupée de la bande de Gaza avant que l'ultimatum fixé au vendredi soir ait expiré.

L'ONU ouvre un couloir humanitaire vers l'ouest de la Libye



Un convoi apporte des fournitures alimentaires dans des zones de Libye qui n'ont pas reçu d'aide depuis décembre.

19 avril - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a annoncé mardi avoir commencé à transporter de l'assistance alimentaire vers l'ouest de la Libye, via un nouveau couloir humanitaire, avec pour objectif d'atteindre des régions durement touchées par les combats, et ce pour la première fois depuis le début des violences dans le pays.

« Sécuriser ce couloir humanitaire représente un premier pas essentiel dans l'accès aux milliers de personnes touchées par ce conflit, et qui ont faim. Les réserves en nourriture de ces personnes, en particuliers les femmes, les enfants et les personnes âgées, s'amenuisent de façon alarmante », a expliqué la Directrice Exécutive du PAM., Josette Sheeran, dans un communiqué.

Un convoi de huit camions transportant 240 tonnes de farine de blé et 9,1 tonnes de biscuits à haute teneur énergétique – assez pour nourrir près de 50.000 personnes pendant 30 jours- est entré en Libye, par la route passant par le point de frontière de Ras Jedir, entre la Tunisie et la Libye.

Les vivres seront distribués par le Croissant Rouge Libyen, partenaire du PAM, aux populations affectées par la crise, notamment les femmes et les enfants, à Tripoli, Zintan, Yefrin, Nalut, Mezda, Al Reiba et Al Zawia.

Samedi dernier, le PAM a signé un accord opérationnel avec le Croissant Rouge libyen afin de coordonner la livraison et la distribution de l'assistance alimentaire dans les régions qui font face à des pénuries alimentaires.

« En accord avec les principes humanitaires, le PAM coordonne avec tous les partis impliqués dans le conflit afin de s'assurer que toutes les populations civiles, touchées et dans le besoin, ne souffrent pas de la faim, et cela quelque soit leur allégeance dans ce conflit, » a expliqué le Directeur régional du PAM pour le Moyen-Orient, l'Asie Centrale et l'Europe de l'Est, Daly Belgasmi.

Le couloir humanitaire est initialement prévu pour acheminer les vivres du PAM. Mais le PAM étant en charge du module de logistique sur le terrain et du module d'information et de communication, le couloir pourra également servir à transporter des fournitures pour soutenir les opérations des partenaires humanitaires du PAM sur le terrain.

L'agence alimentaire des Nations Unies a pu atteindre Misrata le 7 avril pour la première fois, où elle a apporté 600 tonnes d'assistance alimentaire, assez pour nourrir 40.000 personnes pendant un mois. Pour cela elle a utilisé un navire humanitaire affrété qui transportait également des fournitures médicales, des médecins et autres vivres humanitaires pour le compte de la communauté humanitaire.

Le PAM continue de transporter de l'assistance alimentaire et autres vivres humanitaires à travers différents couloirs humanitaires : par la route à partir de l'Égypte et la Tunisie, et par voie maritime jusqu'aux principaux ports le long de la côte méditerranéenne libyenne.

Le PAM a maintenant fourni une assistance alimentaire à plus de 187.000 personnes dans l'Est de la Libye et pré-positionné plus de 17.500 tonnes de réserves alimentaires à l'intérieur du pays et dans l'ensemble de la région. Cela fait partie d'une opération d'urgence de 42 millions de dollars qui permettra de fournir une assistance alimentaire à plus d'un million de personnes en Libye et dans les pays voisins.

Par ailleurs, un navire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) transportant des fournitures pour 15.000 à 25.000 personnes doit accoster à Misrata mercredi, a indiqué une porte-parole de l'UNICEF à Genève, Marixie Mercado. Ces fournitures comprennent des kits de première urgence, de l'eau potable, des tablettes de purification de l'eau et des jeux pour les enfants.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a indiqué pour sa part qu'elle était en contact avec l'hôpital de Misrata et qu'elle avait reçu des informations selon lesquelles celui-ci était débordé, rencontrant des difficultés pour procéder à des opérations chirurgicales.

De son côté, le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué mardi que des réfugiés libyens arrivaient en nombre croissant en Tunisie depuis la région des Montagnes de l'Ouest en Libye.

« Ce week-end, quelque 6.000 ressortissants libyens sont arrivés dans la zone de Dehiba au sud de la Tunisie », a indiqué un porte-parole du HCR, Andrej Mahecic, lors d'une conférence de presse à Genève. « Quelque 10.000 Libyens arrivés ces 10 derniers jours se trouveraient désormais dans cette région ».

La plupart des arrivants sont des familles berbères originaires de la ville de Nalut, à quelque 50 kilomètres de la frontière tunisienne. « Ils ont indiqué au personnel du HCR présent sur place que la région des Montagnes de l'Ouest est effectivement assiégée par les forces gouvernementales depuis un mois et que la pression sur la population civile s'accroît de jour en jour », a indiqué Andrej Mahecic.

Parallèlement, à Benghazi dans l'est de la Libye, parmi des centaines de passagers ayant débarqué d'un bateau arrivé de Misrata, se trouvait un groupe de 22 familles iraqiennes – des réfugiés et des demandeurs d'asile qui ont décrit au personnel du HCR sur place la situation terrifiante qui règne actuellement à Misrata avec des tirs de roquettes et des bombardements frappant régulièrement les quartiers résidentiels de la ville.

A Benghazi, les autorités locales ont enregistré quelque 35.000 personnes déplacées internes. Le HCR estime toutefois que leur nombre approche les 100.000 alors que de nombreux résidents de la ville voisine d'Ajdabiyya auraient fui vers Benghazi. La plupart des déplacés internes libyens sont hébergés au sein de familles d'accueil.

Pour sa part, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Radhika Coomaraswamy, a déclaré avoir reçu des informations sur le recrutement d'enfants par des forces ou groupes armés en Libye. "J'appelle de nouveau le gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne, les éléments pro-gouvernementaux et les forces d'opposition à arrêter immédiatement l'utilisation d'enfants comme combattants", écrit-elle dans un communiqué.

Elle s'est également inquiétée des informations faisant état d'autres violations contre les enfants. "La situation des filles et des garçons dans la ville assiégée de Misrata est source d'inquiétude alors que les bombardements et les mines font des victimes chez les enfants", a-t-elle dit.

Côte d'Ivoire : une équipe de l'OMS dans l'Ouest pour évaluer les besoins



Des déplacés ivoiriens à la mission catholique à Duékoué, en Côte d'Ivoire.

19 avril - Une équipe d'experts de santé publique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est rendue dans l'ouest de la Côte d'Ivoire afin d'identifier les principales interventions nécessaires pour améliorer l'accès aux services de santé en fonction des priorités locales, a indiqué mardi un porte-parole de l'OMS à Genève, Tarik Jasarevic.

Le fonctionnement du système de santé a été fortement perturbé dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire à la suite des violences liées à la crise postélectorale. La région du Moyen Cavally a été particulièrement touchée par la crise, avec seulement 10 des 44 centres de santé restant ouverts et offrant des services limités. Pas un seul chirurgien ou gynécologue n'est resté dans la région et la plupart des médecins généralistes et des infirmières spécialisées ont aussi fui la violence. Ceux qui sont restés n'ont pas touché de salaires depuis trois mois.

Dans les districts de Touslepleu et Bluloqin, tous les établissements de santé ont été pillés et détruits. Le traitement des patients nécessitant une chirurgie est très difficile, car deux des quatre hôpitaux de district ont été fermés et les deux autres n'ont pas les capacités et les ambulances suffisantes. Les patients ont été contraints de chercher leurs propres moyens de transport pour se rendre à la structure de référence la plus proche et fonctionnant encore, parfois à des centaines de kilomètres.

M. Jasarevic a indiqué que les experts de l'OMS ont également visité le complexe de la mission catholique de Duékoué, où plus de 27.000 personnes fuyant les violences intercommunautaires ont trouvé refuge. Les conditions d'hygiène et d'assainissement se sont gravement détériorées dans ce complexe surpeuplé, augmentant le risque d'une épidémie de choléra ou de rougeole.

L'OMS a expédié la semaine dernière neuf tonnes de matériel en Côte d'Ivoire, y compris des médicaments contre les maladies diarrhéiques, des antipaludiques et des équipements chirurgicaux pour le traitement des blessures.

Ces fournitures ont été prises par l'OMS dans des stocks pré-positionnés au Libéria et au Burkina Faso et seront distribuées en fonction des besoins identifiés par l'équipe d'experts. Elles s'ajoutent aux cinq tonnes de fournitures médicales de base livrées depuis février. La priorité pour l'OMS et ses partenaires dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire est de faire en sorte que les installations sanitaires existantes continuent d'être opérationnelles et de rouvrir celles qui ont été fermées.

Alors que la situation s'est améliorée à Abidjan, l'OMS a été en mesure de livrer ses stocks existants à des organisations médicales internationales opérant dans un hôpital de référence dans la capitale économique ivoirienne.

Jusqu'à présent, l'OMS et le groupe santé ont reçu 28% des 6,5 millions nécessaires pour les activités de santé en Côte d'Ivoire et dans les pays voisins pour le reste de cette année, a également précisé le porte-parole.

Népal : l'ONU appelle à la création de commissions justice et réconciliation



Kyung-wha Kang (à droite) parlant à des journalistes à son arrivée au Népal.

19 avril - Une haute responsable des Nations Unies a exhorté mardi le Népal à adopter rapidement les projets de loi qui permettront d'établir une commission d'enquête sur les disparitions forcées et de créer un mécanisme destiné à chercher la vérité sur les violations liées au conflit et à faciliter la réconciliation nationale.

« L'établissement de ces mécanismes au Népal - en particulier la Commission sur les disparitions et la Commission vérité et réconciliation - est à la fois nécessaire et urgent », a déclaré la Haut Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme, Kyung-wha Kang, devant les membres de l'Assemblée constituante du Népal à Katmandou.

« L'Assemblée constituante doit adopter rapidement les projets de loi nécessaires à l'établissement de ces commissions. En outre, afin de s'assurer que les revendications des victimes sont véritablement prises en compte, ces lois doivent être conformes aux normes internationales des droits de l'homme », a-t-elle dit.

Mme Kang a toutefois ajouté que ces commissions ne pouvaient pas remplacer le processus de justice pénale ordinaire, qui garantit la primauté du droit dans la société.

« C'est une obligation pour tous les États d'ouvrir des enquêtes et d'engager des poursuites contre tous les cas de violations flagrantes des droits de l'homme et de violations graves des droits humains internationaux et du droit humanitaire. Des amnisties post-conflit ne peuvent pas être accordées pour empêcher les poursuites contre les violations flagrantes des droits de l'homme, y compris des pardons ou le retrait des accusations criminelles », a-t-elle dit.

Elle s'est inquiétée que personne n'ait à ce jour été tenu responsable de crimes commis pendant le conflit, notant que les enquêtes pénales n'avaient pas progressé et que certains auteurs de ces crimes avaient même été promus.

« Les familles des disparus sont restées dans l'ignorance du sort de leurs proches, et à ce jour, continuent de souffrir dans l'attente de la vérité et de la justice. Elles ont besoin d'être soulagées de ce poids terrible; voir les responsables rendre des comptes leur permettra, ainsi qu'à l'ensemble de la société népalaise, de dépasser la période de conflits passés et de renforcer la confiance dans les mécanismes de l'Etat », a dit la responsable onusienne.

Mme Kang a déclaré que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) était satisfait de voir que

les législateurs népalais envisageaient deux projets de loi importants visant à faire progresser la protection et la promotion des droits de l'homme de l'un des groupes les plus marginalisés de la société népalaise - la communauté dalit.

« Je parle du projet de loi qui vise à sanctionner pénalement les pratiques d'intouchabilité et le projet de loi pour créer une commission nationale dalit qui soit forte, indépendante et dotée de ressources adéquates et qui soit en mesure de défendre les droits de la communauté », a-t-elle déclaré.

La Haut Commissaire adjointe a dit qu'elle était également encouragée par la décision du Parlement de demander au gouvernement de procéder à la ratification du Statut de Rome, l'instrument juridique qui a créé la Cour pénale internationale (CPI).